

autre député en cette chambre, un document provenant de Montréal et écrit en français par deux pères de famille—un de quatre enfants, sauf erreur, et l'autre de cinq enfants—qui se préoccupent des difficultés de la vie familiale et qui offrent, comme leur œuvre du centenaire, un programme selon lequel chaque famille pourrait avoir sa propre maison. La crise du logement fait ressortir une des menaces de la vie urbaine envers la famille.

L'énorme industrialisation de notre pays, l'automatisation et le nombre toujours croissant de mères qui vont travailler à l'extérieur ne constituent pas la moindre des pressions qui s'exercent sur la vie familiale. A mon avis, chaque femme devrait avoir le droit de décider si elle doit travailler dans son foyer, à l'extérieur ou les deux à la fois. Certaines femmes aujourd'hui sont beaucoup plus en mesure que d'autres d'exercer ce droit. En général, je crois qu'il est vrai de dire que les femmes d'affaires, celles qui sont membres des professions libérales ou qui exercent de nombreux autres métiers, celles qui sont dans l'enseignement par exemple, n'ont pas les moyens d'engager des bonnes ou des gardiennes d'enfants, ni d'envoyer leurs enfants dans des écoles maternelles privées. Quand elles en ont les moyens, la famille n'est pas vraiment négligée. La femme peut sortir tranquille, sachant que ses enfants ne seront pas négligés, du moins en ce qui concerne leur confort et leurs besoins matériels.

Je crois qu'il est toujours bon que la mère d'enfants en bas âge puisse rester à la maison parce que je ne considère pas que le travail d'une mère soit restreint à nourrir et à habiller ses enfants, et à assouvir leurs besoins matériels. Ayant grandi dans un foyer où la mère consacrait toutes ses énergies à ses six enfants et beaucoup de son temps à leur inculquer de bonnes habitudes personnelles et surtout des habitudes concernant leurs rapports avec les autres, je crois que le travail d'une mère ne finit pas lorsque ses enfants sont tout juste nettoyés, nourris et en bonne santé. Je crois que son travail va beaucoup plus loin. Néanmoins, je ne crois pas qu'une mère néglige sa famille dans le sens ordinaire lorsqu'elle va travailler si ses enfants sont bien soignés en son absence.

Que dire des milliers de mères de jeunes enfants qui doivent faire vivre leur famille sans aide? Je songe aux veuves, aux femmes séparées, abandonnées ou divorcées. Elles ont

toutes de jeunes enfants et représentent un pourcentage élevé des Canadiennes. En plus des femmes dont j'ai parlé et qui sont le seul gagne-pain de leur famille, il y a celles qui doivent ajouter leur salaire à celui de leur mari pour que la famille ait un niveau de vie convenable. L'autre jour j'ai lu un article de journal qui disait qu'aux États-Unis, où les conditions sont semblables à celles qui existent au Canada, le *Women's Bureau* se préoccupe beaucoup du grand nombre de femmes qui viennent grossir l'effectif ouvrier en septembre. Esther Peterson secrétaire adjointe au Travail, déclare sans ambages que c'est surtout la hausse du coût de la vie qui force les mères de jeunes enfants à chercher du travail en si grand nombre. Elle s'en inquiète, tout comme le directeur du Bureau de la main-d'œuvre des États-Unis.

Quel choix ont-elles? Au fond, elles doivent choisir entre un chèque de paie ou de la pauvreté à la maison. Ce n'est pas véritablement une question de famine, mais c'est la pauvreté. Ce n'est pas un niveau de vie moderne, et ce n'est qu'à regret qu'elle voudrait voir ses enfants y être exposés. Dans les cas où la mère doit aller travailler sans prendre des dispositions appropriées pour ses enfants, ce sont eux qui sont pris dans l'état. Je suis tout à fait en faveur de centres pour s'occuper des enfants. A mon avis, c'est essentiel au Canada, je l'ai déjà dit ici à maintes reprises. Mais soyons réalistes. Un pareil système n'existe pas à l'heure actuelle. Ce grand nombre de femmes dont j'ai parlé se trouvent devant l'alternative d'aller travailler et de négliger leurs enfants ou de rester chez elles et se contenter pour leur famille d'un niveau de vie extrêmement modeste.

On a procédé dernièrement à un échantillonnage dans les écoles d'Ottawa situées dans trois quartiers de la ville où les revenus étaient différents. Il en ressort qu'un enfant sur mille qui a un besoin urgent d'un centre de soins ou de puériculture, peut l'obtenir. Cet état de choses doit avoir une conséquence très grave sur la famille canadienne. Nous parlons de la nécessité de protéger les Canadiens contre divers genres de hasards et de l'importance d'accroître la production pour qu'ils restent forts et en bonne santé. D'autre part, si nous ne pouvons rien offrir de mieux que des dispositions rudimentaires et insatisfaisantes, nous négligeons très gravement l'une de nos plus grandes ressources.